



CONCEPT NOTE

WEBINAIRE SUR LES APPROCHES SENSIBLES AU GENRE DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS : RENFORCER LE SOUTIEN AUX FEMMES ET AUX FILLES DEMANDEUSES D'ASILE

Date et horaires : 23 Mai, de 10h à 12h

Lieu : en ligne

Contexte

Des données récentes à l'échelle de l'UE indiquent que les femmes représentent 63 % de tous les survivant·es de traite des êtres humains (TEH) et 75 % des enfants survivant·es. Cela souligne la nécessité urgente de remédier aux vulnérabilités des femmes et des filles dans le cadre de la procédure d'asile et de mettre en œuvre des garanties procédurales solides. Les femmes demandeuses d'asile sont confrontées à des risques accrus de traite des êtres humains en raison de multiples facteurs, notamment des mécanismes d'identification inadéquats, des services de soutien insuffisants, la menace d'une réexploitation, la violence de genre et des obstacles juridiques et administratifs.

En France, la situation reflète ces défis. De nombreuses personnes demandeuses d'asile sont confrontées à des risques d'exploitation dès leur arrivée, devenant souvent la cible d'exploitants sur les marchés du travail informel. Le recours à la prostitution est parfois une mesure palliative aux possibilités limitées de travailler légalement. Ces dernières années ont été marquées par l'apparition de cas de femmes et de filles victimes de traite qui, bien qu'ayant obtenu l'asile, ont eu du mal à trouver un logement et un emploi, ce qui les a rendues plus vulnérables face au risque d'exploitation.

Pour répondre à ces défis, France terre d'asile met en œuvre le projet New Worlds, une initiative financée par la Commission européenne (2023-2025) qui vise à améliorer l'intégration socioprofessionnelle des femmes ayant survécu à la traite. Mis en œuvre en France, en Italie, en Espagne et en Grèce par l'intermédiaire d'un consortium de sept organisations partenaires, le projet fournit des services de soutien pluridisciplinaire accompagnement pratiques en matière de réintégration des survivantes.

Au niveau de l'UE, d'importants développements politiques façonnent les réponses à la traite des êtres humains. La directive révisée de l'UE sur la lutte contre la traite des êtres humains, adoptée en 2024, devrait entrer en vigueur en 2026. La directive révisée apporte certaines améliorations, notamment une définition plus large de la traite, des mécanismes d'orientation plus solides, une clause de non-sanction renforcée, des hébergements spécialisés, la collecte de données désagrégées et des coordinateurs nationaux de lutte contre la traite. Toutefois, des lacunes persistent concernant la sécurité des trajectoires migratoires, la réintégration à long terme, la garantie de mesures d'aide inconditionnelle, contrôle indépendant des mécanismes de lutte contre la traite, et des protections explicites en matière de non-refoulement.

Ce webinaire vise à :

- Présenter un état des lieux actualisé de la traite des femmes et des filles dans l'Union européenne, à travers des données et tendances clés.
- Partager les bonnes pratiques et les défis des autres pays de l'UE afin de renforcer la coopération régionale.
- Fournir un aperçu des derniers développements politiques de l'UE, en particulier la directive révisée sur la lutte contre la traite des êtres humains et ses implications pour la France et au-delà.

Sont considéré·es comme public cible pour assister à ce webinaire :

- Des professionnel·les du travail social, du médical ou du paramédical amené·es à accompagner des victimes de traite des êtres humains ;
- Des membres d'ONG et groupes de défense des droits des femmes, des réfugiés et de la traite des êtres humains ;
- Des avocats et juristes spécialisés dans le droit des réfugiés et de l'asile ;
- Des membres d'organisations internationales ;
- Des universitaires et chercheurs.

AGENDA

10h00	Mot de bienvenue et introduction par France terre d'asile
10h10	Renforcer la lutte contre la traite des femmes et des filles dans l'Union européenne à travers une approche sensible au genre • Etat des lieux de la traite des femmes et des filles en Europe : chiffres et grandes tendances - Ms Zsuzsanna FELKAI JANSSEN, Commission Européenne, Bureau du coordinateur européen de la lutte contre la traite des êtres humains • Bonnes pratiques de politique nationale en matière de lutte contre la traite des femmes et des filles au sein de l'UE – Ms Petya NESTOROVA, Conseil de l'Europe, Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA et Comité des Parties), Secrétaire Exécutif • Présentation des mécanismes de lutte contre la traite des femmes et des filles dans l'Union européenne, et recommandations du réseau ECRE dans une perspective d'inclusion du genre – Ms Nilsu Çağla KAYA, Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (ECRE), Responsable Politique
11h10	Questions / Réponses
11h45	Clôture par France terre d'asile